

## CM44 - Jupiter et les deux lascars

Trois semaines, c'est bien assez pour analyser la forme et le fond de l'interview présidentielle par les deux grognards de l'édito que sont Edwy Plenel, pour Médiapart, et Jean-Jacques Bourdin, pour RMC/BFMTV.

D'abord la forme :

- Pourquoi l'Elysée a-t-il accepté le feu croisé de ces interviewers n'hésitant pas à interrompre l'interviewé ? Parce que si le cap de l'interview avait été franchi, le président en eût sorti grandi. Et ce ne fut pas loin d'être le cas, les deux briscards se sont trouvés souvent mouchés par le président. Ces deux journalistes, assez imbus de leur personne, faut-il le dire, très critiques de l'action gouvernementale (au moins pour Plenel), n'ont pas été loin d'être passés à la moulinette présidentielle.
- Pourquoi cette absence de cravate et cette forme de « non-respect » de la fonction présidentielle en appuyant chaque question par Emmanuel Macron, et non M. le Président ? Bourdin y répond très bien en disant qu'il s'attendait à être critiqué par sa profession. Or le but était de ne pas montrer de servilité quelconque à l'interviewé.

Ensuite le fond :

- La présence de ces deux journalistes a eu au moins le mérite de soumettre des questions que l'on n'évoque jamais, comme l'évasion fiscale, le pourquoi des frappes sur la Syrie, le terrorisme, les ZADistes.
- Quelques questions sont restées en suspens : la laïcité, le libre-échange, le social (hormis la SNCF, nous allons y revenir), surtout l'agriculture, la culture, et l'environnement. On aurait bien aimé entendre le président sur ces questions.

Nous sommes donc restés sur notre faim, malgré l'impression d'un débat plus profond que celui prodigué par d'autres présidents dans des exercices équivalents.

- D'abord la Syrie : Macron a convenu que les frappes ne servaient pas à grand-chose, malgré leur réussite (encore heureux !). Suivre Trump n'est pas sans risques, la seule préoccupation du bouffon américain étant de faire tomber l'accord sur le « nuke » iranien. Il se fout de la Syrie. Les frappes ne sont de toutes façons ni légales (pas de mandat de l'ONU) ni légitimes (seulement quelques pays ont frappé).
- L'absence de contrôle parlementaire sur l'utilisation de la force de frappe : Macron n'en disconvient pas, trouve là la légitimité des textes de la cinquième république.
- La politique du tout TGV voulue par Guillaume Pépy : jamais reniée, or c'est bien là le problème, d'avoir axé le budget sur le TGV, et pas sur la réfection des lignes secondaires. Faire passer la dette de la SNCF comme un chantage avec le statut des cheminots est odieux, les cheminots n'y sont pour rien. 30 ans d'exercice du pouvoir y sont pour quelque chose. Taire que tout ceci est sous-tendu de négociations avec Bruxelles est également insupportable.
- La qualification honteuse des étudiants comme agitateurs friands de diplômés en chocolat : il y va fort, le président !
- Présenter 2000 CRS équipés face à 200 ZADistes pour les déloger, quelle peut en être la vraie raison ? La fausse est de dire qu'il n'y a plus de combat, puisque il n'y a plus de projet d'aéroport. La vraie est que ces ZADistes montrent à la nation qu'il y a d'autres formes de construction de la société, comme des verrues, que l'on retrouve à Alternatiba ou dans d'autres volontés de société alternative. Ceci, pour un président néo-libéral, est évidemment intolérable. Qualifier ces ZADistes de professionnels du désordre, 50 ans après mai 1968, est utiliser un vocabulaire d'un autre monde, d'un vieux monde.
- Harmoniser sur les pratiques fiscales en Europe ? On verra ce qu'en répondent le Luxembourg et les Pays-Bas.

De tout cela on retient que Macron s'est voulu plus peuple, bien aidé en cela par la présentation des journalistes. Alors un Jupiter certes, mais un Jupiter démocratisé, malgré le fait que le chapelet des réformes ne s'égrène pas en marche, mais en force.